

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule C3 320 chemin de Maquens – ZI La Bouriette
CS 7006911890 Carcassonne Cedex 09

Carcassonne, le 21 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



VEOLIA EAU NARBONNE-BIOTERRA

Le Ratier
11100 NARBONNE

Références : UID11/66-C3-2022-116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 mai 2022 dans l'établissement VEOLIA EAU NARBONNE-BIOTERRA implanté au lieu-dit "Le Ratier" 11100 NARBONNE. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA EAU NARBONNE-BIOTERRA
- lieu-dit "Le Ratier" 11100 NARBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0018200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans. La précédente inspection a été effectuée en 2019. La société BIOTERRA, filiale de VEOLIA EAU, exploite une unité de compostage de déchets non dangereux (compostage de déchets verts et de boues issues de STEP) sur le territoire de la commune de NARBONNE depuis 2004. Le site comprend un bâtiment d'une surface de 10 000 m² accueillant les phases de mélange, aération, criblage et de maturation du compost.

Une aire complémentaire de 1 000 m² à l'extérieur permet de stocker en partie inférieure du site les co-produits prêts à l'emploi (déchets verts). La plateforme de stockage d'une surface de 10 000 m² permet de stocker les composts maturés (produits finis), les déchets verts reçus non broyés et les cendres de chaufferie biomasse. La plateforme comprend également des espaces verts, un bassin d'orage, deux tours de lavage et un biofiltre pour le traitement de l'air du bâtiment mis en

dépression.

La plateforme de compostage est autorisée à traiter 40 000 tonnes de boues, produisant environ 25 000 tonnes de compost annuellement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre d'entrée	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 8.3.1.3	/	Sans objet
Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
Prélèvement en eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.1.2	/	Sans objet
Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.3.13	/	Sans objet
Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.1	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.3.3	/	Sans objet
Défaillance de l'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.5.7	/	Sans objet
Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.1	/	Sans objet
Ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sans suite administrative

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre d'entrée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 8.3.1.3
Thème(s) : Autre, Registre d'entrée
Prescription contrôlée : Article 8.3.1.3 Registres d'entrée Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site. Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radicativité du chargement. En cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité, une procédure particulière établie à partir du Guide sur la méthodologie & suivre en cas de déclenchement est mise en œuvre. Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;- identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par la norme NF U 44-098 ou l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ces textes ;- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe I! de l'article R. 541-6 du code de l'environnement ;- a date prévisionnelle de fin de traitement, correspondent à la date d'entrée du compost où du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées. <p>_ Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur où la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 256-9 du code rural. Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.</p>
Constats : L'exploitant présente le registre des entrées, il se matérialise sous la forme d'un logiciel (AGAP), l'ensemble des items réglementaires déclinés ci-dessus est renseigné.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.2.4.2
Thème(s) : Autre, Maintenance vanne d'isolement
Prescription contrôlée : Isolement avec les milieux Un système doit permettre l'isolement des réseaux de rejet des eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le bassin incendie situé à l'entrée du site a fait l'objet d'une réfection en 2021, l'agrandissement et l'amélioration du bassin incendie sont finalisés. La procédure (liste des points de contrôle) mentionne un contrôle mensuel des vannes d'isolement des rejets aqueux en sortie du bassin incendie, elle est intégrée à un logiciel de suivi de la maintenance (Optimaint). Pour information, le curage annuel du bassin du site a été réalisé en 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.1.1
Thème(s) : Autre, Consommation en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités sur l'année à 1 500 m ³ pour le réseau public et à 20 000 m ³ pour le forage. Le débit maximal prélevé dans la nappe phréatique est de 10 m ³ /h. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les prélèvements d'eau, qu'elle provienne du milieu naturel ou du réseau public, notamment par utilisation des eaux pluviales, sans compromettre le bon déroulement du compostage.
Constats : La consommation en eau s'élève à 5000 m ³ pour l'année 2021, elle se décline comme suit : - Forage : 4634 m ³ - Réseau eau potable : 366 m ³
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.1.2
Thème(s) : Autre, Forage
Prescription contrôlée : Le forage est équipé d'une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de sa tête. Cette margelle est de 3 m au minimum autour de la tête et 0,39 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. La tête du forage s'élève au moins à 0,6 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur, compté à partir du niveau du terrain naturel. Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : La protection du forage est assurée par une margelle bétonnée d'environ 4 m de diamètre, surmontée d'un cuvelage en béton d'1,5 m de diamètre et d'une hauteur d'environ 1,5 m également. L'accès est assuré par une fermeture métallique verrouillée par deux cadenas.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 4.3.13
Thème(s) : Autre, Analyses
Prescription contrôlée : Article 4.3.13 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales L'exploitant est tenu de respecter les valeurs des eaux pluviales rejetées dans le milieu récepteur considéré (point de mesure en aval du site juste en amont du déversement dans le bassin d'orage du Rec du Veyret), sur effluent brut non décanté et non filtré, les valeurs suivantes. 5.5 < pH < 8.5 t° 30 MEST < 50 mg/l DCO < 120 mg/l DBO5 < 20 mg/l Azote total, exprimé en N < 30 mg/l Phosphore total, exprimé en P < 10 mg/l HC totaux < 5 mg/l Plomb < 0.5 mg/l Chrome < 0.5 mg/l Cuivre < 0.5 mg/l Zinc et composés < 1 mg/l
Constats : Les eaux de ruissellement font l'objet d'une analyse mensuelle, la dernière à été réalisée en date du 14 mars 2022 par le laboratoire AUREA. Les teneurs mesurées en substances recherchées (pH, MEST, DCO, DBO5 ...) sont inférieures aux valeurs limites figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.1
Thème(s) : Autre, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre incendie. Les abords du site doivent être débroussaillés selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral relatif au débroussaillage dans l'Aude, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur l'exploitation.
Constats : L'installation est équipée de moyens de télécommunication avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie y compris le we, où un dispositif d'astreinte est en place. L'exploitant a créé un second accès au site pour les secours en cas de sinistre. Il est situé à l'ouest de l'installation ; l'ouverture et fermeture de cet accès peuvent être commandées à distance, et une boîte à clés est mise à disposition des services de lutte contre l'incendie. L'exploitant a mis en place une formation annuelle de l'ensemble du personnel, sensibilisation, gestes contre l'incendie. Un des salariés de l'établissement est pompier volontaire. L'exploitant précise que le débroussaillage va débuter début juin sur une bande de 50 mètres en périphérie du site. Ce débroussaillage sera réalisé une seconde fois en septembre, si l'exploitant constate une sécheresse persistante. Le jour de l'inspection, les espaces verts internes situés dans le périmètre d'autorisation avaient fait l'objet d'un fauchage.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Autre, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La société APAVE a procédé au contrôle des installations électriques du site, en date du 29 juin 2021. Le rapport mentionne quelques non-conformités mineures, l'exploitant a levé l'ensemble de ces remarques en date du 23 septembre 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défaillance de l'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Autre, Moyens de secours
Prescription contrôlée : Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.
Constats : En cas de défaillance de l'alimentation électrique principale, une partie du dispositif d'extinction d'incendie, n'est plus disponible. Aussi, l'établissement est équipé d'un groupe électrogène permanent permettant d'assurer la défense incendie en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Ce groupe électrogène d'une puissance de 100 KV, assure la continuité de l'alimentation des poteaux incendie et fait l'objet d'un programme de maintenance et d'essais élaboré par l'exploitant dont la fréquence est mensuelle. En complément, l'exploitant dispose d'une motopompe autonome en cas de défaillance électrique globale, dont la maintenance et les essais sont réalisés mensuellement.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.1
Thème(s) : Autre, surface disponible retournement des andins
Prescription contrôlée : Une surface au moins équivalente à celle de l'andin de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.
Constats : Dans le bâtiment de maturation des andins, Il existe en permanence une surface au moins équivalente à celle de l'andin en fermentation. Elle est en permanence maintenue libre pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 7.7.4
Thème(s) : Autre, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau de 660 m³ associée à une pomperie incendie alimentant, des robinets d'incendie armés (RIA) en nombre suffisant répartis à l'intérieur du bâtiment de compostage, et, deux poteaux d'incendie normalisés assurant un débit de 300 m³/h sous une pression de 1 bar situés de chaque côté de l'aire de stockage (nord-est et sud-ouest) permettant de couvrir les stockages les plus combustibles (déchets verts, broyage des déchets verts et bois pour valorisation) ;- une centaine de mètres de tuyaux et des lances, établis selon les préconisations des sapeurs-pompiers ;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement. La réserve d'eau doit être rendue accessibles aux engins des services d'incendie et de secours pour permettre un approvisionnement direct en cas de défaillance de la pomperie incendie. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : La réserve d'eau de 1000 m ³ est toujours présente sur le site, et l'exploitation dispose désormais d'un bassin de 5000 m ³ destiné notamment à l'extinction des incendies. Afin de préserver un volume minimal constituant la réserve incendie, le bassin est équipé d'un dispositif d'alerte qui permet de préserver à minima 1000 m ³ d'eau. Lorsque le niveau correspondant à une hauteur de 3,35 m d'eau dans le bassin est atteint, correspondant au volume minimal de 1000 m ³ déterminé pour l'extinction d'un incendie, un dispositif d'alarme programmée en appel (niveau bas réserve incendie) se déclenche. En cas de nécessité, ce bassin alimente par gravité 2 poteaux incendie, ces poteaux sont disposés de par et d'autre des stocks extérieurs de compost et de déchets verts. Le matériel de lutte contre l'incendie fait l'objet d'une vérification annuelle, la dernière vérification a été réalisée le 20 janvier 2022 par la société SICLI. Un contrôle des poteaux d'incendie a également été réalisé, (débit/pression). La réserve d'eau est située à droite de l'entrée principale immédiatement accessible aux engins des services d'incendie et de secours. En matière de matériel le site est équipé comme suit : <ul style="list-style-type: none">• 500 mètres de tuyau environ ;• 10 lances incendie ;• 2 asperseurs mobiles.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet